

Motion PPMS

Nous, représentants du personnel enseignant du lycée Marcelin Berthelot, regrettons la tenue de l'exercice intrusion-attentat du Plan Pratique de Mise en Sécurité (ou PPMS) la semaine du 14 au 18 décembre 2020.

L'intérêt sécuritaire d'un tel exercice nous paraît plus que douteux et les dommages éventuels, sur les élèves comme sur le personnel, inquiétants. Dans nombre d'établissements scolaires des dérapages inacceptables et traumatisants pour les élèves et le personnel ont été signalés. Le risque de tels dérapages nous semble une raison légitime pour éviter ce genre d'exercice.

Au delà du risque traumatique de ces exercices, nous refusons que l'École soit un lieu de « construction d'une culture commune de la sécurité » (citation du document « Sécurité des écoles, des collèges et des lycées » du 24 août 2016).

Les scénarii proposés par l'Institution seraient risibles s'ils n'étaient pas inquiétants :

- « attaque de terroristes islamiques », qui permet d'ancrer dans l'esprit des élèves et des personnels une psychose déjà plus qu'amplifiée par une certaine droite et ses *media* ;
- « attaque du black bloc », qui criminalise une idéologie politique anti-fasciste et anti-capitaliste ;
- et la dernière trouvaille de Monsieur le recteur de Créteil Daniel Auverlot « attaque d'un·e parent d'élève avec une arme », qui criminalise jusqu'aux parents de nos élèves.

L'instrumentalisation d'événements, bien que graves, somme toute assez rares, au profit d'une idéologie sécuritaire abjecte nous est insupportable.

Le sinistre « Livre blanc de la sécurité intérieure » de 2020 nous prévient : la mise en place d'une société sécuritaire va susciter « de réelles résistances » (sic.), on a vu les manifestations très importantes contre la loi « sécurité globale », mais ce même document donne le remède contre la résistance de la population à l'abandon des libertés publiques au profit du sécuritarisme : « les oppositions ne pourront être réduites que par une pédagogie soutenue et une progressivité compatible avec l'élaboration de compromis sociaux ».

La répétition annuelle de ce type d'exercice banalise un acte violent qui reste exceptionnel et a pour résultat l'instauration d'un climat de peur. Nous refusons que la peur soit l'arme contre le terrorisme. Nous pensons que la peur a pour effet l'amputation du libre arbitre.

La mission de l'École est pour nous l'enseignement des savoirs, l'apprentissage de la vie collective et de la vie citoyenne. Notre mission est de donner à nos élèves une culture commune du savoir et non de la sécurité.

Comme le souligne Simone Weil dans *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale* en 1934, « avec les masques à gaz, les abris, les alertes, on peut forger de misérables troupeaux d'êtres affolés, prêts à céder aux terreurs les plus insensées et à accueillir avec reconnaissance les plus humiliantes tyrannies, mais non pas des citoyens [...] ».

Nous considérons donc que cet exercice est inacceptable en soi et d'autant plus au regard de l'ambiance fascisante du moment. Il sera donc inaccepté et les membres de la communauté éducative ne participeront pas à cette pantalonnade sécuritaire.